



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Dimanche 18 septembre 2022



Fulgurante montée du dollar : L'Algérie gagne sur plusieurs fronts

La poussée de l'inflation qui érode le pouvoir d'achat, est pour une bonne part importée car liée à la flambée des cours des matières premières et des produits de base à l'international, de même qu'elle est liée à la montée de l'inflation dans les pays partenaires, notent les observateurs.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

1962-2022: l'Industrie locale, une véritable locomotive du développement national

Le développement du secteur industriel a constitué, dès les premières années de l'indépendance, l'une des principales priorités de l'Etat, en œuvrant pour l'édification d'une base de production élargie au territoire national à même de permettre au pays de s'engager sur la voie du développement et répondre aux besoins des citoyens.

Opportunités à saisir

Alors que l'Europe traverse une crise énergétique majeure qui risque de s'inscrire dans la durée, conséquence de la guerre en Ukraine l'Algérie en tant que pays fournisseur entre autre de gaz naturel, disposant de moyens d'acheminement opérationnels, est de nouveau fortement sollicitées par des pays-clients de la rive nord de la Méditerranée.

D'ores et déjà des partenaires ont font état de leur souhait d'augmenter leur demande en gaz naturel entre autres auprès du fournisseur algérien, en l'occurrence de l'entreprise Sonatrach, à l'instar de l'Italie dont les volumes livrés via le gazoduc Enrico Mattei devraient doubler ou encore de la France qui a émis le vœu d'augmenter d'au moins 50% sa part de gaz enlevée d'Algérie.

Tandis que l'Espagne piégée par les prises de positions de son gouvernement socialiste dirigé par Pedro Sanchez en faveur de la thèse marocaine du plan d'autonomie interne du Sahara Occidental au mépris des résolutions des Nations unies, en faveur de l'autodétermination, ronge son frein dans l'antichambre des négociations avec l'espoir pour elle d'un dénouement de la crise qu'elle a provoqué par son alignement sur les positions de Rabat.

De par sa proximité de l'Europe et de par ses capacités d'acheminement à travers notamment trois gazoducs huit méthaniers, de plusieurs complexes de liquéfaction notamment à Arzew et Skikda, l'Algérie se retrouve donc dans une position privilégiée pour jouer un rôle en majeur en tant que fournisseur premier d'énergie de non seulement de l'Europe du sud mais aussi d'autres régions grâce à ses méthaniers et ces complexes de GNL dont elle maîtrise la technologie depuis des décennies , plus exactement depuis la mise en service juste après l'indépendance du premier complexe d'Arzew.

Mais cette crise énergétique en Europe qui fait suite aux conséquences de la pandémie du Covid-19 à travers le monde ne doit pas nous faire perdre de vue qu'il est temps de sortir de cette problématique rentière née de la mono-exportation et de la dépendance externe liée aux hydrocarbures.

Aujourd'hui, comme à la suite des crises énergétiques internationales majeures précédentes de 1973 jusqu'à celle du début des années 2000, il convient à l'Algérie de mettre à profit cette nouvelle conjoncture, non pas pour réaliser une accumulation primitive dans un accroissement exclusif de la rente aussitôt dilapidée dans des dépenses à tort et à travers comme ce fut le cas dans la première décennie des années 2000, mais dans des investissements structurants générateurs et démultiplicateurs de développement à travers l'extension du secteur industriel, de la mise en place d'une agriculture intensive, et la mise place d'une économie verte à travers le développement entre des énergie renouvelables en amont et aval de la production.

Pour ce faire, il est impérieux que les décideurs sortent d'un schéma classique de partenariat commercial pour s'acheminer vers un partenariat gagnant-gagnant basé non seulement sur le transfert technologique mais également le savoir faire et maîtrise de l'innovation, avec comme perspective à moyen terme la mise en place de capacités « industrialisantes » à même de supplanter l'étroite dépendance vis-à-vis de l'étranger que ce soit en produits finis ou biens intermédiaires.

Bref sortir à terme de ce rôle exclusif qui maintiendrait le pays et son économie dans la transformation secondaire. Bref une économie de transformation, sans plus. Et c'est pour cela qu'il est impérieux de changer de paradigme dans la conception d'un national intégré et harmonieux au profit des populations.



INDUSTRIE NATIONALE : Un secteur encore marginalisé

Le développement du secteur industriel a constitué, dès les premières années de l'indépendance, l'une des principales priorités de l'Etat, en œuvrant pour l'édification d'une base de production élargie au territoire national à même de permettre au pays de s'engager sur la voie du développement et répondre aux besoins des citoyens.

Depuis le recouvrement de la souveraineté nationale, les autorités publiques avaient placé l'industrie nationale parmi les secteurs prioritaires, en engageant, à ce titre, d'importants investissements pour doter le pays de grands complexes industriels devant contribuer au développement socioéconomique du pays et prendre en charge les besoins exprimés par les différents secteurs d'activités ainsi que les populations. Le développement de ce secteur constituait un immense défi à relever sur tous les plans (financier, humain, organisationnel et technologique) en raison des préjudices subis pendant 132 ans d'occupation, de dépossession et d'exploitation des ressources naturelles du pays par le colonialisme français.

C'est ainsi que commençait une politique audacieuse en matière de projets d'investissements, de formation et d'établissement de partenariats avec des pays amis. Ces efforts, appuyés par la nationalisation des mines, des finances et des banques en 1966 et les hydrocarbures en 1971, ont permis d'ériger de grandes entreprises dans diverses filières (sidérurgique, mécanique, électrique et électronique, textile et cuir, agroalimentaire, pétrochimie, plastique et pharmacie, matériaux de construction...).

Sous l'impulsion du concept de « l'industrie-industrialisante », cher au défunt président Houari Boumediène, des partenariats stratégiques avaient été conclus avec des firmes mondiales en vue d'édifier des complexes industriels intégrés. Cette stratégie, appuyée par d'importants investissements publics, a permis à l'Algérie de s'engager pleinement dans un processus d'industrialisation tous azimuts et d'asseoir des pôles d'activités à travers le territoire national.

Dans ce cadre, des entreprises reliées directement aux sites d'extraction de matières premières (mines et hydrocarbures) avaient été créées. En l'espace de quelques années, ces entreprises avaient réussi à émerger et demeurent, à ce jour, une fierté nationale et des symboles du «made in Algeria».

On peut citer, entre autres, les complexes de la pétrochimie et du raffinage du pétrole d'Arzew et de Skikda, le complexe sidérurgique d'El Hadjar, la Société nationale de construction mécanique (Sonacome), l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (Eniem), l'Entreprise nationale des matériels agricoles et l'Entreprise nationale des industriels électroniques de Sidi Bel Abbès.

Des complexes industriels de la métallurgie, du textile et cuir, de l'agroalimentaire, du tabac, des matériaux de construction avaient été érigés, donnant au pays la possibilité de prendre en charge les besoins nationaux, de créer des milliers de postes d'emploi et de contribuer au développement.

ÉMERGENCE DU SECTEUR INDUSTRIEL PRIVÉ

En dépit de l'ouverture soudaine de l'économie nationale, au début des années 1990 dans le cadre du plan d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI), qui a fragilisé l'industrie nationale, l'Etat a pu préserver le secteur industriel public, en maintenant douze groupes considérés comme incontournables dans leurs domaines et demeurent à ce jour en activité. Parallèlement, des organismes de soutien à l'industrie ont été aussi créés ces dernières années pour assurer l'accompagnement et la protection de l'outil de production industrielle, à l'instar de l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref), la Bourse de sous-traitance et du partenariat, le Fonds de garantie des crédits aux PME, l'Agence de développement de la PME et de la promotion de l'innovation ainsi que l'Agence algérienne de promotion de l'investissement.

Des instituts chargés de l'accréditation, de la protection de la propriété industrielle, de la normalisation et de la métrologie légale (ONML) ont été aussi mis en place, en sus d'un dispositif législatif et réglementaire favorable à l'émergence du secteur industriel privé, dont la contribution à la production nationale est actuellement de l'ordre de 40%.

Les entreprises privées couvrent aujourd'hui plusieurs domaines d'activités, tels que l'agroalimentaire, l'automobile, la sidérurgie, le textile, la pétrochimie, l'électroménager et l'électrique. Le redéploiement du secteur industriel national s'est poursuivi à travers le développement des startups, l'innovation technologique et la promotion de nouvelles industries liées aux TIC, ainsi que la construction navale et l'industrie militaire.

Cette dernière occupe une place de plus en plus importante dans le secteur avec un taux d'intégration très élevé et des produits de qualité. La politique industrielle menée sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur de ce secteur, a été couronnée ces derniers mois, par la relance de près de 1000 projets d'investissements bloqués, sachant que l'objectif fixé était celui d'augmenter la contribution de l'Industrie au PIB à 15% dans les prochaines années.

DOUANES ALGÉRIENNES : SAISIE DE 5 KG DE COCAÏNE ET DE QUANTITÉS CONSIDÉRABLES DE COMPRIMÉS PSYCHOTROPES

Les services des douanes de Blida, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ont saisi 5 kg de cocaïne à Blida, soigneusement dissimulés dans un véhicule utilitaire, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD). Il s'agit également de la saisie de 60 000 comprimés psychotropes de type Prégabaline 300 mg dans la wilaya de Tiaret et de 46 082 autres à In Salah, selon les mêmes services.

«Dans le cadre des efforts conjoints menés sur le terrain par les services opérationnels des brigades des douanes, en coordination avec les services de sécurité, les agents de la brigade mobile relevant des services de l'Inspection divisionnaire des douanes de Blida, ont procédé à la saisie de 5 kg de cocaïne, soigneusement dissimulés dans un véhicule utilitaire, outre l'arrestation et la présentation des mis en cause devant les juridictions compétentes», précise le communiqué.

L'opération s'inscrit «dans le cadre de l'accomplissement des missions de protection de la Douane algérienne, et consacre la pleine mobilisation de ses agents en vue de contribuer à la lutte contre le trafic, sous toutes ses formes, notamment des drogues, et à la préservation de la santé et de la sécurité du citoyen», ajoute la même source.

Par ailleurs, et sur le territoire de compétence de la Direction régionale des douanes de Chlef, les agents de la brigade polyvalente de Sougueur relevant des services de l'Inspection divisionnaire des douanes de Tiaret ont procédé à la saisie de 60 000 comprimés psychotropes de type Prégabaline 300 mg, soigneusement dissimulés dans un camion semi-remorque.

Lors d'une opération distincte menée sur le territoire de compétence de la Direction régionale des douanes de Tamanrasset, «les éléments de la brigade mobile relevant des services de l'Inspection divisionnaire des douanes d'In Salah, en coordination avec les services de sécurité et de la Gendarmerie nationale, ont saisi 46 082 comprimés psychotropes et 10 flacons de différents produits pharmaceutiques qui se trouvaient dans un autobus de transport des voyageurs».

Les deux dernières opérations, souligne la DGD, entrent dans le cadre des «missions de protection de la Douane algérienne, et traduisent leurs efforts soutenus en vue de contribuer à la préservation de la santé et de la sécurité du citoyen et à la lutte contre le trafic et la contrebande, sous toutes leurs formes».



Conviction

Le président de la République en est persuadé. L'Algérie répond en grande partie aux conditions d'adhésion aux BRICS. C'est ce qu'il avait souligné lors de sa rencontre périodique avec la presse nationale.



Souhil Meddah, expert financier : «Cibler une compétitivité monétaire»

Dans cet entretien, l'expert en finances revient sur les récentes bonnes performances du dinar par rapport à la monnaie européenne et au billet vert. Il énumère les conditions nécessaires pour le renforcement du dinar à même de jouer un rôle dans la baisse de l'inflation et analyse la possibilité de réévaluation de la monnaie nationale.



Transfert de fonds à l'étranger : la DGI fixe les règles du jeu

Dans une instruction envoyée au directeur des Grandes entreprises et aux directeurs des impôts de wilayas, aux directeurs régionaux des impôts et aux inspecteurs régionaux des services fiscaux, la direction générale des impôts vient de lever le voile sur les modalités de déclaration préalable, auprès des services fiscaux, des transferts de fonds à l'étranger.



Face aux mutations économiques mondiales Impératif de la réforme du système financier algérien

Au moment où l'État s'apprête à examiner des textes de loi sur l'investissement et l'amendement de la loi sur la monnaie et le crédit, Dr. Abderrahmane Hadeff, expert en questions géopolitiques et économiques, s'est dit favorable à la " refonte du système financier algérien ", pour répondre aux nouveaux défis du système monétaire et financier mondial.

"L'ordre économique mondial arrive à une phase de dysfonctionnement sur l'ensemble des chaînes de valeurs et c'est une nouvelle ère qui commence, avec des pays qui s'affirment sur l'échiquier économique mondial face à l'hégémonie, notamment des pays du G7 ", a-t-il expliqué, s'exprimant au sein de l'émission l'"invité de la rédaction" de la chaîne 3 de la Radio algérienne.

" Le monde est en train d'évoluer vers un nouvel ordre, avec un rapport de forces en train de changer, notamment depuis la crise de 2008, la pandémie de 2019 et, avec le conflit russo-ukrainien, les choses s'accélèrent ", a-t-il poursuivi.

Face aux bouleversements du système financier mondial, l'Algérie, consciente des enjeux qui se profilent, se lance dans un ambitieux projet de transformation économique, avec plusieurs priorités dont la réforme de son système financier, à commencer par la " révision de la Loi sur la monnaie et le crédit ".

Dr. Hadeff fait remarquer au passage que par exemple " l'Inde, qui était classé en 12^{ème} position mondiale en 2012, en terme de BIP, est aujourd'hui en 7^{ème} position, détrônant le Royaume Uni " et d'ajouter qu'aujourd'hui on parle de plus en plus " d'une hégémonie Inde-Chine à plus de 50% sur l'économie mondiale (...) ". " Nous ne sommes plus dans la configuration des institutions qui dictaient leurs lois et valeurs tels que le FMI et la Banque mondiale ", a-t-il précisé.

Dans le sillage de ces profonds bouleversements, certains experts prédisent un crash financier mondial avec, en sous-bassement, une guerre de monnaies entre le dollar américain, l'euro européen, le Yuan chinois, le rouble russe et la roupie indienne.

En venant s'ajouter aux dégâts causés par la pandémie de Covid-19, l'opération militaire russe en Ukraine a accentué le ralentissement de l'économie mondiale, qui entre dans ce qui pourrait devenir une période prolongée de croissance faible et d'inflation élevée, selon les dernières perspectives économiques mondiales publiées début juin par la Banque mondiale. Il en résulte un risque grandissant de stagflation, ce qui aurait des conséquences délétères tant pour les pays à faible revenu que pour ceux à revenu intermédiaire.

La croissance mondiale devrait chuter de 5,7 % en 2021 à 2,9 % en 2022, soit nettement moins que les 4,1 % prévus en janvier dernier. Ce rythme de croissance devrait perdurer jusqu'en 2023-2024, dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine, qui perturbe fortement l'activité, l'investissement et le commerce à court terme, par le tassement des effets de rattrapage de la demande et par la levée progressive des mesures de soutien budgétaire et d'accompagnement monétaire.

" La guerre en Ukraine, les confinements en Chine, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et le risque de stagflation pèsent sur la croissance. Pour bien des pays, il sera difficile d'échapper à la récession ", prévient le président de la Banque mondiale, David Malpass.

" Les marchés regardent vers l'avenir, il est donc urgent d'encourager la production et d'éviter les restrictions commerciales. Des changements dans les politiques budgétaires, monétaires, climatiques et d'endettement sont nécessaires pour remédier à l'affectation inappropriée des capitaux et aux inégalités ", a-t-il ajouté.

“لونشار” لاسترجاع قروض بآلاف الملايير من “رؤوس كبيرة”

كشفت مصادر مطلعة لـ “النهار”، أن العديد من المرافق والمساحات والمراكز التجارية الكبرى والمؤسسات الصناعية والتجارية، ستعرض، خلال الأشهر القليلة المقبلة، للبيع عبر المزاد العلني. طرح العديد من المراكز التجارية والمؤسسات الصناعية والتجارية في المزاد

■ Révision de l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne

L'intérêt est commun, mais l'ambition est nationale

La diversification des exportations hors-hydrocarbures faciliterait à l'Algérie l'évaluation réelle de ses échanges commerciaux avec l'Union européenne (UE) et à mieux argumenter sa révision « clause par clause », comme l'avait souligné, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, engagé à accélérer les réformes économiques et financières pour asseoir une économie de marché, plus ou moins ouverte.

Le chef de l'Etat fait de la modernisation des services des impôts et la promotion de l'investissement national et étranger une priorité pour rendre le pays plus attractif aux investisseurs étrangers (encourager les investissements européens directs, entre autres) et renforcer le commerce extérieur.

Des politiques, des chefs d'entreprises et des experts estiment que l'Accord d'association conclu en 2002 et signé en 2005 avec l'UE est désavantageux pour l'économie nationale, pointant le déséquilibre des échanges commerciaux entre les deux parties, sauf que l'Algérie exporte majoritairement des produits hydrocarbures, non éligibles aux avantages



■ Pour le Président Tebboune, un accord d'association ou de partenariat devrait être bénéfique pour les deux parties signataires. (Photo : D.R)

douaniers, ce qui n'empêche pas les autorités de demander sa révision pour protéger son économie.

L'Algérie a déjà appelé en 2015 à la révision de cet Accord, dénonçant les déséquilibres entre les échanges commerciaux entre les deux parties et la faiblesse des investissements étrangers directs chez les investisseurs européens en Algérie. Le repli des IDE est expliqué par la règle 51/49% régissant les IDE en Algérie instaurée en 2009, avant d'être supprimée en 2020, sauf cas exceptionnel. L'UE reproche de son côté à l'Algérie, le report de l'application du démantèlement tarifaire, prévu en 2017, devant faciliter la création d'une zone de libre-échange.

La soumission des produits européens importés au régime des licences en 2016 et au Droit additionnel provisoire de sauvegarde (Daps), en 2018 a également contrarié la partie européenne. La liste des produits importés L'Algérie compte d'ailleurs élargir la liste des produits importés soumis au Daps de 992 produits à 2.608 produits, c'est ce qu'a annoncé au début de l'année en cours, le ministre du Commerce et de la Promotion

des exportations, Kamel Rezig. L'Etat vise à travers ces mesures la protection de sa production locale, la promotion de l'investissement (national et étranger), mais aussi le développement du commerce extérieur. Pour le Président Tebboune, un accord d'association ou de partenariat devrait être bénéfique pour les deux parties signataires. Les blocages relevés dans l'Accord d'association avec l'UE devraient être corrigés.

Des transformations s'imposent au niveau interne pour parvenir à reformuler cet accord de façon à obéir à l'intérêt commun des deux parties. La question est plutôt structurelle, la conjoncture actuelle devrait aider les autorités algériennes à renégocier cet accord et mettre en avant les réformes structurelles déjà mise en œuvre depuis plusieurs mois afin de convaincre la partie européenne de revoir le texte de l'accord et pouvoir aller de l'avant. La crise énergétique que traverse l'Europe depuis le début de l'offensive russe en Ukraine a permis à l'Algérie de revenir en force sur la scène internationale. Convoité pour ses hydrocarbures, le pays n'hésite pas à tirer profit de la situation pour renfor-

cer ses investissements étrangers et aussi évoquer la question de la révision de l'Accord d'association. Le chef de l'Etat a souligné lors de la visite officielle dans le pays du président du Conseil européen, Charles Michel, «la nécessité de réviser l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) en identifiant les priorités conjointes, dans l'intérêt mutuel des deux parties». «Nous avons considéré que l'Accord d'association est un cadre devant donner lieu à des améliorations avec la volonté, de part et d'autre, d'identifier les priorités conjointes dans l'intérêt mutuel», a indiqué de son côté M. Charles Michel qui n'a pas exclu une révision de certaines clauses de cet accord, sans donner de détails. L'évaluation de cet Accord reste aussi nécessaire pour relever tous les blocages et reformuler les règles de façon à servir l'intérêt des deux parties.

Des experts ont déjà analysé les possibilités de cette révision, mais surtout souligné l'impératif d'évaluer le bilan des échanges commerciaux entre les deux parties pour justifier la demande de l'Algérie. L'évaluation devait être réalisée depuis deux ans, mais aucune publication n'a été faite à ce jour.

L'Algérie devrait dorénavant mettre en avant l'intérêt et l'efficacité économique de tous les accords commerciaux signés avec d'autres pays.

Pour rappel, le pays a conclu des accords commerciaux bilatéraux avec la Tunisie et la Jordanie et des deux accords commerciaux multilatéraux à travers son adhésion à la Grande zone arabe de libre-échange (Gzal) et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). L'Algérie vise à protéger son produit local et son économie et plaide pour des partenariats gagnants-gagnants.

Samira Takharboucht

GUICHETS UNIQUES DÉDIÉS À L'INVESTISSEUR

Acter la fin du système bureaucratique

La voie à suivre est clairement tracée pour la relance de l'investissement en Algérie. Avec l'institution du nouveau cadre légal, la mise en place des outils devant aboutir à la démocratisation de l'investissement, avec tout ce que cela sous-entend sur le plan de la transparence et de l'égalité dans le traitement de l'investissement. À ce titre, la mise en place, entre autres, d'un outil tel que la plateforme numérique de l'investisseur revêt une importance majeure.

L'identification, dans ses moindres contours, du potentiel foncier destiné à l'investissement et en faire part aux porteurs de capitaux en quête de terrains dédiés à la matérialisation de leurs projets, constitue un des volets sur lesquels se penchera la plateforme numérique de l'investisseur qui devrait voir le jour dans les toutes prochaines semaines. En fait, la plateforme numérique apparaît, selon l'énoncé de plusieurs articles de la nouvelle loi régissant l'investissement, comme l'outil indispensable pour la consécration de la liberté d'investir et la traduction dans les faits de l'égalité des chances pour tous les porteurs de capitaux ayant l'intention de s'impliquer dans la relance économique du pays. Ainsi, à la lecture du contenu de la nouvelle loi, la plateforme numérique constitue l'outil dont ne pourrait se passer l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, détentrice de prérogatives beaucoup plus élargies, comparées à celles dévolues à l'ancien Conseil national de l'investissement, comme le précise l'article 18 de

la nouvelle loi régissant l'investissement qui précise que cette agence est chargée de promouvoir et valoriser, en Algérie ainsi qu'à l'étranger, l'investissement et l'attractivité de l'Algérie, en relation avec les représentations diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger, informer et sensibiliser les milieux d'affaires, assurer la gestion de la plateforme numérique de l'investisseur, enregistrer et traiter les dossiers d'investissement, et accompagner l'investisseur dans l'accomplissement des formalités liées à son investissement.

Tout autant que l'Agence donc, la plateforme qu'elle gère et met à la disposition des investisseurs est en train de requérir une attention toute particulière, comme l'illustre d'ailleurs le retour du Conseil des ministres de la semaine dernière sur le sujet, de la plateforme numérique donc, autant que des guichets uniques en voie de mise sur pied pour enfin venir à bout du système bureaucratique qui a tant fait mal à l'économie du pays en faisant de l'Algérie, des années durant, une desti-



nation pas très attrayante pour les investisseurs qui, désormais, auront donc à leur disposition un espace qui leur fournit toutes les informations à même de les orienter pour la matérialisation de leurs projets. Il sera donc bientôt mis à la disposition des potentiels investisseurs les informations indispensables relatives aux disponibilités foncières, à travers la plate-forme numérique de l'investisseur, l'instrument dont l'Agence nationale de développement de l'investissement usera afin d'offrir toutes les informations nécessaires, notamment sur les opportunités d'investissement en Algérie, l'offre foncière, les incitations et avantages liés à l'investissement, ainsi que les procédures y afférentes. Cette plate-forme numérique, inter-

connectée aux systèmes d'information des organismes et administrations chargés de l'acte d'investir, permettra, comme le soulignent les textes officiels, la dématérialisation de l'ensemble des procédures et l'accomplissement en ligne de toutes les formalités liées à l'investissement, tout en servant comme instrument d'orientation, d'accompagnement et de suivi des investissements depuis leur enregistrement et pendant la période de leur exploitation. Donc, vivement l'entrée en fonction de la plateforme numérique et des guichets uniques afin que soit entériné «l'enterrement» d'un système bureaucratique qui a tant fait mal à l'économie de l'Algérie et, par ricochet sa stabilité sociale.

Azedine Maktouf

تقديرات الديوان الوطني للإحصائيات للثلاثي الأول من 2022 تشير إلى نمو في النشاط الصادرات في ارتفاع

● أسعار صادرات السلع زادت بقرابة 80 في المائة والواردات ارتفعت بـ 24 في المائة

كشف تقرير خاص بالديوان الوطني للإحصائيات والمتعلق بمؤشرات قيمة الوحدة للتجارة الخارجية للسلع للثلاثي الأول 2022، عن بلوغ قيمة الصادرات الجزائرية نحو 1831.8 مليار دينار أو ما يعادل 13.05 مليار دولار، مقابل قيمة واردات قدرت بـ 1395.2 مليار دينار أو ما يعادل 9.95 مليار دولار، ويعكس ذلك تحسنا في مستويات توازن الميزان التجاري الذي يقدر وفقا للمعطيات الإحصائية بنحو 3.1 مليار دولار خلال الشهور الثلاثة الأولى من السنة، و 436.6 مليار دينار جزائري.



حفيظ صوابلي

● أحصى تقرير الديوان الزيادة المسجلة في أسعار صادرات السلع بنسبة 79.4 في المائة خلال الثلاثي الأول من السنة الحالية، ملاحظا أن ارتفاع أسعار المحروقات شكل عاملا مؤثرا إيجابيا، حيث بلغت الزيادة خلال الثلاثة أشهر الأولى من السنة حوالي 81.2 في المائة، بينما بلغت الزيادة في أسعار المواد خارج المحروقات نحو 53.0 في المائة. بالمقابل، قدر الديوان أنه من حيث الحجم، عرفت الصادرات انخفاضا بنسبة 0.4 في المائة، فيما انخفضت الواردات أيضا من حيث الحجم بنسبة 6.4 في المائة.

نمو إيجابي ما بين 2022 و2021

في السياق نفسه، أفاد تقرير الديوان أن الصادرات التي بلغت 1831.8 مليار دينار خلال الثلاثي الأول من 2022، عرفت نموا معتبرا، مقارنة بنفس الفترة من 2021، حيث بلغت 1025.2 مليار دينار أو ما يعادل 7.31 مليار دولار، أي بنسبة نمو قدرت بـ 78.7% من حيث القيمة التجارية. أما الواردات، فقد بلغت 1395.2 مليار دينار خلال الثلاثي الأول 2022، مقابل 1202.2 مليار دينار أو ما يعادل 8.56 مليار دولار، ومن ثم انتقل الميزان التجاري من حالة العجز إلى الفائض من 2021 إلى 2022. فقد انتقل ناتج الميزان التجاري من عجز بقيمة 177 مليار دينار أو

ما يعادل 1.26 مليار دولار في الثلاثي الأول من 2021، إلى فائض في الميزان التجاري بقيمة 436.6 مليار دينار أو ما يعادل 3.11 مليار دولار خلال الثلاثي الأول من 2022.

وبناء على ذلك، فإن تطور مؤشرات الصادرات والواردات سمحت بتحقيق مستوى تغطية للواردات بالصادرات التي انتقلت من 85.3% في الثلاثي الأول من سنة 2021، إلى 131.3% في الثلاثي الأول من 2022، مع تسجيل تحسن في أطراف التبادل التي كانت تقدر بـ 64.6% في الثلاثي الأول من 2021، وانتقلت إلى 93.5% في الثلاثي الأول من 2022.

تقلبات أسعار صرف الدينار مقابل الأورو والدولار

والملاحظ خلال النصف الأول من سنة 2022، تسجيل تقلبات في أسعار صرف الدينار مقابل الأورو والدولار، وهما العمليتان المرجعيتان في مجال المبادلات، فإذا كانت صادرات الجزائر أساسا مقيدة بالدولار، فإن جزءا معتبرا من التعاملات التجارية يتم مع منطقة الأورو والاتحاد الأوروبي. وقد شهد سعر صرف الأورو تقلبات معتبرة، حيث كان سعر صرف الدينار مقابل الأورو في مطلع جانفي 2022، يتقدر بـ 157.0236 دينار، و 157.0545

دينار للأورو شراء وبيعا، وبلغ سعر صرف الدينار مقابل العملة الموحدة الأوروبية تغيرا معتبرا، حيث فسدت في فترة 15-19 سبتمبر الجاري بـ 2475.140 دينار شراء، و 140.3187 دينار بيعا، وهو انعكاس لتقلبات واضحة لسعر الصرف، وفقدت العملة الأوروبية نحو 15 في المائة من قيمتها الاسمية، وهو ما يساعد عمليا في التأثير ايجابيا على فاتورة الواردات المقيدة بالأورو والمستوردة، علما أن حصة أوروبا التي تعتمد أهم الشركاء التجاريين للجزائر سنة 2020 قدرت بـ 48.2 في المائة بالنسبة للواردات، و 56.3 في المائة بالنسبة للصادرات، ويمكن لتقلبات سعر صرف الأورو أن يدغم ناتج ميزان المدفوعات ومخزون الاحتياطي.. وبالمقابل، فإن ارتفاع قيمة صرف الدولار مقابل الدينار، سيحد من المنحى التصاعدي للمزايا المسجلة بالنسبة لتطور أسعار المحروقات، ومن ثم الإيرادات.

ج-ص

المؤشرات الخاصة بالتجارة الخارجية حسب الديوان الوطني للإحصائيات		
مؤشرات	الثلاثي الأول 2021 / الثلاثي الأول 2022 (نمو بالمائة)	الثلاثي الأول 2021 / الثلاثي الأول 2022 (نمو بالمائة)
أسعار الواردات	24.0	15.1
أسعار الصادرات	79.4	16.1
حجم الواردات	6.4-	5.3-
حجم الصادرات	0.4-	8.3
مبادلات السلع خلال الثلاثي الأول من 2022 حسب القيمة الاسمية		
مؤشرات	الثلاثي أول 2021	الثلاثي أول 2022
واردات "مليار دينار"	1202.2	1395.2
صادرات "مليار دينار"	1025.2	1831.8
مؤشر القيمة للواردات	148.7	184.4
مؤشر القيمة للصادرات	96.1	172.4
الميزان التجاري	177.0-	436.6
نسبة التغطية "بالمائة"	85.3	131.3
أطراف التبادل "بالمائة"	64.6	93.5

الاقتصاديات النامية مهددة بسبب رفع أسعار الفائدة

البنك الدولي يحذر من ركود اقتصادي في 2023

يوافق التعريف الفني لركود عالمي.

وتسلط الدراسة الجديدة الضوء على الظروف الصعبة غير العادية التي تكافح فيها البنوك المركزية التضخم في الوقت الراهن، وتبعث عدة مؤشرات تاريخية لنوبات الكساد العالمية بالفعل إشارات تحذيرية، مؤكداً على أن الاقتصاد العالمي يمر الآن بأشد تباطؤاً له عقب التعافي من كساد منذ حوالي 30 سنة، وقد سجلت معدلات ثقة المستهلكين على مستوى العالم بالفعل تراجعاً أشد بكثير مما شهدته في الفترة السابقة على نوبات الكساد العالمي السابقة. وتشهد أكبر ثلاثة اقتصاديات في العالم - وهي الولايات المتحدة والصين ومنطقة الأورو تباطؤاً حاداً للنمو. وفي ظل هذه الظروف، فإن مجرد وقوع صدمة خفيفة للاقتصاد العالمي خلال العام القادم قد تهوي به في غمرة الركود.

وبناء على هذه المعطيات، خلصت الدراسة إلى أنه ينبغي للبنوك المركزية أن تواصل جهودها لاحتواء التضخم، وهو ما يمكن القيام به دون التسبب في ركود اقتصادي عالمي. ولكن ذلك سيتطلب إجراءات متسقة من طائفة متنوعة من جانب واضعي السياسات، ومن ثمة شدت الهيئة المالية العالمية أنه يتعين على السلطات النقدية أن تدرس بعناية سحب الدعم الذي تتيحه السياسات، مع الحفاظ على الاتساق مع أهداف السياسة النقدية.

ومن المتوقع أن تصل نسبة البلدان التي تقوم بتشديد سياساتها المالية العام القادم إلى أعلى مستوى لها منذ أوائل التسعينيات. وقد يؤدي هذا إلى تضخيم آثار السياسة النقدية على النمو، ويجب أيضاً على واضعي السياسات وضع خطط موثوق بها للمالية العامة في الأمد المتوسط، وتقديم مساعدات موجهة إلى الأسر الأشد احتياجاً والأولى بالرعاية. ب. سعيد

توقعت دراسة جديدة شاملة للبنك الدولي أن العالم قد يتجه نحو ركود اقتصادي في 2023، وسلسلة من الأزمات المالية في اقتصاديات الأسواق الصاعدة والاقتصاديات النامية ستسبب لها ضرراً دائماً، جراء قيام البنوك المركزية في أنحاء العالم بزيادات متزامنة لأسعار الفائدة لمكافحة التضخم.

وتشير الدراسة الجديدة إلى أن البنوك المركزية في أنحاء العالم قد أقدمت على رفع أسعار الفائدة هذا العام، بدرجة من التزامن لم تُشهد خلال العقود الخمسة الماضية، وهو اتجاه من المرجح أن يستمر في العام القادم، وذكرت المسار المتوقع حالياً لزيادة أسعار الفائدة والإجراءات الأخرى على صعيد السياسات قد لا تكفي للنزول بمعدلات التضخم العالمية إلى المستويات التي كانت سائدة قبل تفشي جائحة كورونا، بينما من المتوقع أن ترفع البنوك المركزية في العالم أسعار الفائدة الأساسية إلى نحو 4 في المائة خلال عام 2023، وهي زيادة تريبو على نقطتين مئويتين عن متوسط أسعار الفائدة في عام 2021. وباستثناء الطاقة، وجبت الدراسة أنه ما لم ينحسر تعطل سلاسل الإمدادات، وضغوط أسواق العمل، فإن تلك الزيادات لأسعار الفائدة قد تُفضي إلى ارتفاع معدل التضخم الأساسي على مستوى العالم في 2023 إلى نحو 5 في المائة، وهو ما يعادل تقريباً ضعفي المتوسط في السنوات الخمس قبل الجائحة.

ووفقاً للنموذج الذي اعتمدت عليه الدراسة، فإنه لخفض التضخم العالمي إلى المستويات المستهدفة، قد يتعين على البنوك المركزية زيادة أسعار الفائدة نقطتين مئويتين إضافيتين. وإذا صاحبته هذه الإجراءات زيادة الضغوط في الأسواق المالية، فإن معدل نمو إجمالي الناتج المحلي العالمي سيراجع إلى 0.5 في المائة في 2023، وهو انكماش قدره 0.4 في المائة من حيث متوسط نصيب الفرد من النمو

خبراء في الشأن المالي والاقتصادي لـ "الخبر"

تحسن سعر صرف الدينار مقابل الأورو لصالح الميزان التجاري

العمومية أو الميزان التجاري بالمقام الأول. وفي سياق التعليل، أشار دكتور الاقتصاد في جامعة الجزائر، أيضا، إلى كون أهم الواردات الجزائرية مصدرها بلدان الضفة الشمالية للمتوسط، باعتبار أن أوروبا ثاني أكبر مورد للجزائر بعد الصين، وبالتالي فإن تراجع قيمة الأورو من شأنه أن يخفض حجم فاتورة الواردات الوطنية، بالرغم من أن المتحدث عاد ليؤكد على ضرورة الاعتماد على مثل هذا النوع من العوامل الخارجية في استقرار الميزان التجاري وميزان المدفوعات وتفادي وقوع حالات العجز المسجلة في كل سنة.

سعيد بشار

أن تراجع قيمة العملة الأوروبية الموحدة في مقابل العملة الأمريكية يخدم الميزان التجاري الوطني، إذ أن الغالبية العظمى من الصادرات الوطنية تسعر بالدولار، إذ تمثل المحروقات التي تتجاوز 92 في المائة من إجمالي الصادرات الوطنية. وأوضح عبد الرحمان عية أن ما سيجنيه الميزان التجاري وميزان المدفوعات من وراء تقلب بورصة العملات العالمية، يندرج ضمن ما يعرف بـ "مكاسب الصرف"، وبالتالي الاستفادة من موارد ومداخيل إضافية، ليس عن طريق المبيعات؛ وإنما بفضل سعر الصرف مباشرة، على الرغم من أنه توقع أن هذه المكاسب لن تكون كبيرة جدا بالنسبة للخزينة

● اعتبر الخبير المالي سليمان ناصر تحسن سعر صرف الدينار الجزائري مقابل الأورو، في صالح الميزان التجاري الوطني، لاسيما وأن دول الاتحاد الأوروبي مجتمعمة تعتبر الممّون الأول للسوق الوطنية، وبالتالي فإن أغلبية الواردات تحتسب بالعملية الأوروبية الموحدة. وأشار المتحدث في تصريحه لـ "الخبر"، إلى أن تكلفة الواردات الوطنية مرشحة تبعا لهذا للتراجع، من منطلق أن فارق سعر صرف يخدم العملة الوطنية، ويقلص من تيعات فارق السعر بين العملتين. وذهب الخبير المالي والاقتصادي، عبد الرحمان عية، إلى نفس الاتجاه، حين أشار إلى

ينتظر نزوله الى مكتب المجلس

بيان السياسة العامة للحكومة أمام البرلمان في غضون أيام

تقييم «حصيلة» القطاعات الوزارية وتكريس دور النواب في المساءلة



يُنتظر أن يتسلم المجلس الشعبي الوطني، بيان السياسة العامة للحكومة، خلال الساعات القليلة المقبلة، ليتم برمجته من أجل المناقشة من طرف النواب، وذلك بعد المصادقة عليه من قبل مجلس الوزراء برئاسة رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، حيث حرص على التشديد على ضرورة أن يراعي بيان السياسة العامة إستراتيجية الدولة في النهوض بالاقتصاد الوطني من خلال تعزيز قدراتها المالية، بتشجيع التصدير خارج المحروقات كموارد مالية جديدة، وترشيد النفقات الحكومية، فضلا عن التزام الدولة المستمر، بحماية القدرة الشرائية للمواطنين..

هيام لعيون

يغف الوزير الأول، أمام نواب المجلس الشعبي الوطني، خلال الأيام القليلة المقبلة من أجل عرض بيان السياسة العامة للحكومة مع بداية أشغال هذه الدورة البرلمانية، ليتم مناقشته والمصادقة عليه، حسب آخر الأخبار الواردة من الغرفة السفلى للبرلمان، إذ من المنتظر أن يستقبل مكتب المجلس اليوم الأحد الوثيقة ذاتها، لتوزع على النواب استعدادا لمناقشتها في قاعة الجلسات. وتتضمن وثيقة الحكومة معطيات تتعلق بتجسيد الإجراءات والتدابير المتخذة من طرف مختلف القطاعات الوزارية، وكذا الحصيلة المرحلية لإنجازات الحكومة منذ المصادقة على مخطط عملها في سبتمبر 2021 حتى يتسنى لتشكيلة الجهاز التنفيذي مواصلة عملها في جميع الميادين، خاصة الاقتصادي والاجتماعي، حيث تنتظر المواقم الحكومي مهام كبيرة في هذه المرحلة التي تمر بها الجزائر والأولوية فيها ستكون للاقتصاد. في السياق، كشف رئيس المجموعة البرلمانية لحركة البناء، السعيد نفيسي في تصريح لـ «الشعب»، أنه من المنتظر نزول بيان

الأساسي للمعاول الذاتي، وأيضا مشروع قانون يتمم الأمر رقم 06-03 المؤرخ في 15 جويلية سنة 2006، المتضمن القانون الأساسي العام للموظفة العمومية، مشروع قانون يعدل ويتمم القانون رقم 05-01 المؤرخ في 6 فبراير سنة 2005، والمتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما. وينتظر المجلس الشعبي الوطني، خلال الدورة الحالية، مشاريع قوانين «مستعجلة»، أهمها مشروع قانون عضوي يعدل ويتمم القانون العضوي رقم 16-12، المؤرخ في 25 أوت سنة 2016، الذي يحدد تنظيم المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة وعملهما، وكذا العلاقات الوظيفية بينهما وبين الحكومة، وكذا مشروع قانون الولاية والبلدية، وأيضا مشروع قانون المالية 2023 والذي يحدد السياسة المالية للبلاد خلال السنة المقبلة. يُذكر أن عدد مشاريع القوانين التي أعلنت عنها وزارة العلاقات مع البرلمان والمُنتظر مناقشتها خلال هذه الدورة العادية، يُقدَّر بـ 43 مشروع قانون ستنزل تباعا إلى البرلمان لدراستها من قبل النواب وتميرها كمرحلة نهائية للانتقال مباشرة إلى التنفيذ فور صدورها في الجريدة الرسمية.

السياسة العامة للحكومة إلى مكتب المجلس اليوم الأحد، ليقيم بدوره ببرمجة مناقشته ودراسته، بعد إحالته على النواب للمناقشة خلال الأسبوع المقبل، أي مباشرة بعد الدخول المدرسي المُبرمج في 21 سبتمبر الجاري. وقال محدثا إن الوثيقة المنتظرة ستكون فرصة أمام نواب الشعب «لمحاسبة» الحكومة، التي عرضت مخطط عملها خلال الدورة البرلمانية الأولى من العهد التشريعي التاسعة للمجلس الشعبي الوطني، والوقوف على مدى تجسيد التزامها بوعودها التي حملها المخطط. وفي ذات الصدد، أوضح النائب عن الجالية الجزائرية المقيمة بفرنسا عبد الوهاب يعقوبي، عبر صفحته الرسمية على «الفيسبوك» إن «الموعود فرصة سنوية يتيحها الدستور للبرلمان للتقييم والمتابعة، حيث نتطلع إلى أن يكون نواب الشعب في مستوى التعبير عن مطالب المواطنين الذين ينشدون الحياة الكريمة في وطنهم». وأحال مكتب المجلس الشعبي الوطني إلى اللجان المختصة منذ أيام مشاريع قوانين، على غرار مشروع قانون المالية التكميلي 2022، ومشروع قانون يتضمن القانون

Revue de presse du samedi 17 Septembre 2022



Marché financier: une startup algérienne lève 200 mns DA pour la création d'une SPA

La startup GroDesto a réussi à lever un montant de 200 millions de DA dans le cadre d'un appel public à l'épargne pour la constitution d'une Société par actions (SPA). Le résultat de cet appel à l'épargne a été annoncé jeudi à Alger par le fondateur de la startup, Mustapha Siaci, à l'issue d'une Assemblée générale constituante de la nouvelle société dénommée "SPA GroDesto Innovation", créée pour développer un projet de plateforme logistique de distribution des produits de grande consommation.



Système de garantie de dépôt : Vers une recapitalisation des banques publiques ?

«Les autorités algériennes doivent faire de la stabilité financière, une source de grandes préoccupations», affirme Nacéra Derder, de l'université de Boumerdès. Cette stabilité «dépendra non pas du soutien continu des pouvoirs publics, mais des mécanismes de marché, dont le système de garantie des dépôts».



Banque mondiale : Risque de récession en 2023

La hausse simultanée des taux d'intérêts par les Banques centrales, afin de lutter contre l'inflation, renforce le risque d'une récession mondiale en 2023, a estimé jeudi dernier la Banque mondiale, tout en soutenant la nécessité de juguler cette hausse des prix. Les taux directeurs des Banques centrales dans le monde ont augmenté en moyenne de 2% par rapport à 2021, mais une hausse au moins équivalente pourrait être encore nécessaire afin de ramener l'inflation vers les objectifs envisagés, selon une étude réalisée par l'organisation.

Réunion du gouvernement : Le recensement une dimension stratégique

«Le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce jeudi 15 septembre 2022, une réunion du gouvernement tenue au palais du Gouvernement. Lors de sa réunion hebdomadaire, le gouvernement a eu à examiner les points suivants :



Appel à l'adhésion des citoyens: Le paquet pour réussir le recensement général

Un plan de communication a été mis en œuvre pour sensibiliser la population sur l'importance de cette opération stratégique que représente le Recensement général de la population et de l'habitat, pour laquelle toutes les conditions nécessaires à son bon déroulement ont été réunies.

C'est le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, qui a rappelé, lors de la dernière réunion du gouvernement, tenue jeudi 15 septembre, la nécessité de faire adhérer les citoyens à cette importante opération qui permettra la planification des actions de l'Etat, selon la répartition démographique de la population d'une part et la réalisation des infrastructures d'appoint nécessaires, d'autre part. Dans ce sens, les opérateurs de téléphonie mobile ont envoyé, hier, des sms à leurs clients pour les sensibiliser sur l'importance de l'opération, « ensemble pour garantir le succès du sixième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) », souligne le message.

D'autres spots vont certainement voir le jour avant et pendant l'opération en question. Le RGPH est un moyen privilégié permettant de disposer d'une riche base de données et des indicateurs socio-économiques d'aide à la décision permettant une meilleure prise en charge des besoins croissants de la population et une amélioration du service public, relève un communiqué des services du Premier ministre. Ajoutant que pour l'encadrement de cette opération, devant se dérouler du 25 septembre au 9 octobre, plus de 53.000 agents recenseurs et 8.000 superviseurs seront mobilisés.

Dans le domaine de l'Agriculture et du Développement rural, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a présenté une communication sur la réhabilitation et le réaménagement du grand périmètre d'Abadla, wilaya de Béchar. Présentant dans ce cadre les mesures nécessaires pour sécuriser l'approvisionnement en eau de ce périmètre en vue de couvrir tous les besoins en ressources hydriques.

Il a été également question de prendre les mesures inhérentes à la préservation et à l'extension des superficies agricoles ainsi que le développement des activités industrielles. Sur un autre registre, le Gouvernement a examiné le projet de réhabilitation et d'extension du barrage vert dans ses dimensions écologique, environnementale et économique liées à ses potentialités de création de richesses et d'emplois.

Dans le cadre du suivi permanent de ce projet, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a présenté une communication consacrée à l'état d'avancement de ce projet qui revêt un caractère national et stratégique et qui s'étend sur 13 wilayas.

Au mois de juin dernier, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a lancé, en coordination avec la Direction générale des forêts (DGF), une série d'ateliers de concertation dans plusieurs wilayas pour débattre des mécanismes de relance du projet de barrage vert.

De son côté, le Premier ministre n'a pas manqué de rappeler les orientations du président de la République relatives à l'augmentation de la cadence de réalisation du programme d'action entrant dans ce cadre, selon une démarche participative mobilisant tous les moyens et les compétences nationales et en s'assurant de la contribution de la société civile et des acteurs locaux ».



[Charles Michel, président du Conseil européen : «L'Algérie veut des contrats gaziers à long terme»](#)

Le Premier ministre belge a assuré qu'il n'y avait aucune menace de la part de l'Algérie concernant la fourniture de gaz à l'Espagne. Une dizaine de jours après sa visite en Algérie, le président du Conseil européen, Charles Michel, est revenu sur ses entretiens avec le président de la République, Abdelamdjdi Tebboune. Une visite entrant dans le cadre d'une tentative de l'Union européenne d'augmenter l'approvisionnement en gaz de l'Europe via l'Espagne.



[Pr. Brahim Guendouzi, économiste : « Réussir la croissance économique pour renforcer la position du dinar »](#)

La Patrie news : Le dinar se positionne de mieux en mieux face au dollar et à l'Euro. Quelle lecture en faites-vous ? Pr. Brahim Guendouzi : Le raffermissement de la valeur du dinar par rapport au dollar et à l'euro constaté ces dernières semaines, a pour origine, en premier lieu, la consolidation du compte courant extérieur grâce à une balance commerciale largement excédentaire induite par la hausse sensible des exportations des hydrocarbures ainsi que par un plus grand contrôle sur les importations.



Taux de change : bon repositionnement du Dinar face à l'Euro et au dollar

Le Dinar marque des points face à la monnaie européenne et au dollar américain. Après une longue période où il a évolué à des niveaux très bas, avec un dévaluation inquiétante, le Dinar enregistre ces derniers jours de belles performances. En effet, les cotations annoncées par la Banque d'Algérie, indiquent que le dollar s'échange contre 140.54 et 149.55 dinars, respectivement pour le cours d'achat et le cours de vente.

APPROVISIONNEMENT DE L'EUROPE EN GAZ

L'Espagne et l'UE louent la fiabilité de l'Algérie

L'Algérie n'a pas livré de gaz à l'Espagne en juillet. De quoi inciter des lectures pour conclure que si l'Espagne n'a pas reçu de gaz d'Algérie c'est par mesure de rétention de la part des autorités algériennes. Les faits sont pourtant tout autres et même les spécialistes espagnols, autant que les publications spécialisées, ont été assez prompts pour expliquer que l'Algérie n'a pas failli à son statut reconnu de fournisseur fiable.

De sources espagnoles, en juillet dernier «pas un méthanier de GNL en provenance d'Algérie n'a accosté en Espagne». Si la nouvelle a produit de l'effet chez plus d'un, en revanche cela n'a pas eu le don de troubler les plus avertis des spécialistes des questions de l'énergie en Espagne tellement le fait que les compagnies ibériques ne reçoivent pas de gaz algérien à un moment ou un autre de l'année n'est pas exceptionnel et, surtout, le fait ne peut être mis sur le compte des désaccords qui minent les relations algéro-espagnoles. Les données de l'entité de maintenance et de contrôle de réserves d'hydrocarbures espagnole (Cores) dépendant du ministère de la Transition énergétique, mises en avant par les spécialistes ibériques, indiquent que quelque chose de similaire s'est déjà produit en 2018, 2019 et 2020, soit avant que les relations algéro-espagnoles ne prennent un gros coup par la faute d'une volte-face spectaculaire de Pedro Sanchez

sur le dossier du Sahara Occidental. Selon les explications recueillies par l'agence espagnole Europa Press, l'arrivée de méthaniers algériens est «indépendante de l'accord entre Sonatrach et Naturgy pour la fourniture de gaz via le gazoduc Medgaz». Le même canal d'information rapporte que ses sources lui ont affirmé que l'exploitation de cette interconnexion «fonctionne actuellement à sa capacité maximale».

En 2018, 2019 et 2020, plusieurs fois le GNL algérien n'a donc pas été reçu en Espagne, selon le Cores. Ainsi, en février, mars, juin, juillet, novembre et décembre de l'année 2020, les clients espagnols de Sonatrach n'avaient pas reçu le précieux liquide. Une année plus tôt, soit en 2019, ce sont six mois durant pendant lesquels l'Algérie n'avait pas expédié de GNL vers l'Espagne, en février, mars, mai, juin, juillet, novembre et décembre de cette année-là, alors qu'en 2018, aucune cargaison de GNL algérien n'a été envoyée



en Espagne en septembre. Selon les mêmes données du Cores, consultées par l'agence Europa Press, en 2022, outre les mois de juillet et août, les méthaniers algériens transportant du gaz ne sont arrivés en Espagne ni en janvier ni en février, soit à des moments de l'année où il n'y avait pas... d'eau dans le gaz entre les autorités algériennes et leurs homologues espagnoles. Donc, de là à conclure, comme l'ont fait certaines mauvaises langues notamment à travers certaines gazettes en Europe, que l'Algérie a «puni» l'Espagne en la privant de quantités de gaz est un pas qui a vite été franchi. Ce que d'ailleurs le Premier

ministre espagnol, Pedro Sanchez, a réfuté en affirmant dans un entretien accordé à la première chaîne publique de télévision que l'Algérie n'a pas failli dans la fourniture de gaz à l'Espagne et que l'approvisionnement en provenance d'Algérie «est garanti». Des propos du chef du gouvernement espagnol appuyés le lendemain, mercredi, par ceux d'Ursula Von Der Leyen, la présidente de la Commission européenne, qui a loué la fiabilité de l'Algérie en matière d'approvisionnement de l'Europe en gaz.


Azidine Maktour



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger